

"La Norvège et le Danemark dans l'attente des référendums" dans 30 jours d'Europe

Légende: En juillet 1972, le mensuel 30 jours d'Europe dresse un portrait détaillé du Danemark et de la Norvège qui tous deux souhaitent adhérer à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. FONTAINE, François ; Réd. Chef CHASTENET, Antoine. Juillet-Août 1972, n° 168-169. Paris: Bureau d'information des Communautés européennes. "La Norvège et le Danemark dans l'attente des référendums", auteur:Lorieux, Claude , p. 17-18.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_norvege_et_le_danemark_dans_l_attente_des_referendums_dans_30_jours_d_europe-fr-73068617-9637-4e00-aed1-918810318d93.html

Date de dernière mise à jour: 02/12/2013

La Norvège et le Danemark dans l'attente des référendums

Quatre des douze diplomates qui représentent le Danemark auprès de la Communauté européenne consacrent tout leur temps à recevoir des compatriotes venus à Bruxelles pour se faire une idée du Marché commun. Deux autres leur prêtent « main forte » en cas de besoin... c'est-à-dire souvent.

En l'espace de quinze jours, en effet, dix avions « charters » ont débarqué dans la capitale de l'Europe un millier de Danois auxquels le « folketing » (Parlement) avait offert ce voyage d'étude, quatre cents délégués du Syndicat des ouvriers non-spécialisés (hostile à l'adhésion) les ont suivi. Ces « migrations » (qui existent aussi entre la Norvège et Bruxelles) ont leur raison d'être, les électeurs de ces deux pays scandinaves se prononceront cet automne sur leur adhésion à la Communauté.

Les cousins du « Norden »

Lors des négociations d'élargissement, le Danemark (4.900.000 habitants) et la Norvège (3.900.000) étaient connus (avec l'Irlande) sous le sobriquet à la fois protecteur et amical de « petits candidats ». Le « grand », c'était évidemment le Royaume-Uni dont les deux échecs – en 1963 et 1967 – les avaient éloignés eux aussi des portes de l'Europe.

Danois et Norvégiens sont « cousins » (la Norvège fut province danoise de 1450 à 1814) et cependant différents. Que l'on songe seulement à la personnalité de leurs capitales : Copenhague est, comme on dit, « le Paris du Nord », un haut lieu de la contestation... et un paradis des « Foires du sexe ». Merveilleusement située le long d'un fjord, Oslo est une grosse ville provinciale, sympathique sans doute... mais où la joie de vivre n'éclate pas à chaque coin de rue !

Les Danois et les Norvégiens avaient au moins deux préoccupations communes quand ils engagèrent le dialogue avec les « Six ». Ils ont voulu – et obtenu – que leur participation au Marché commun n'entraîne pas la reconstitution de barrières douanières entre les pays de l'A.E.L.E. (zone de libre échange), qu'ils adhèrent (comme eux-mêmes et les Anglais) ou non (Suédois, Finlandais, etc.) à la Communauté. Ils ont d'autre part insisté pour poursuivre l'oeuvre d'« intégration européenne » qu'ils mènent depuis la guerre dans le cadre du *Norden*. Le *Norden* qui est une sorte de « Commonwealth » nordique est fait de cinq pays : les trois scandinaves (Danemark, Norvège, Suède), la Finlande et l'Islande. Malgré l'échec, imputable à des circonstances extérieures, de trois grands programmes d'intégration nordique – ligne de défense, union douanière, et « Nordek » – le *Norden* est une réalité, souvent d'ailleurs plus profonde que notre Marché commun. Il a envoyé (Islande excepté) un négociateur unique au Kennedy Round. Entre les deux sessions annuelles du « Conseil Nordique », la consultation se produit entre hommes politiques et fonctionnaires. Ses résultats : la Compagnie aérienne « S.A.S. », un Marché commun du travail, l'unification des régimes de sécurité sociale, des codes civils, des lois sur les brevets et le copyright, etc. Oslo et Copenhague ne voulaient pas y renoncer, les « Six » l'ont admis parfaitement.

Le candidat modèle et le « cactus »

Cela dit, le Danemark était le « candidat modèle et la Norvège le cactus » des négociations de Bruxelles. Les industriels danois ne demandaient pas grand-chose. Quant aux paysans, qui piétinaient dans le « purgatoire » de l'A.E.L.E., ils auraient aimé sauter tout de suite dans l'Europe verte. Les fanatiques du marchandage durent se rabattre sur les dossiers du Groenland et des îles Féroé, terres danoises dont la population totale ne dépasse pas 80.000 habitants, essentiellement des pêcheurs. Les habitants des Féroé ont d'ailleurs obtenu un sursis de trois ans avant de choisir entre l'Europe... et le grand large.

En revanche, chaque Norvégien semblait être un « cas spécial », exception faite des industriels (34 % du produit national brut), avides de nouveaux débouchés. 2,5 % seulement du sol sont cultivables. La période végétative est, dans certaines régions, réduite à trois mois. Malgré des prix très élevés, les paysans ne subviennent qu'à 40 % des besoins de leurs concitoyens. Si la politique agricole commune leur avait été appliquée sans ménagement, leurs revenus (à vrai dire substantiels) auraient, selon Oslo, été amputés de 58 %. Les « Six » ont donc fait « ce qu'il fallait » pour ne pas accélérer un exode rural qui viderait des

provinces entières de leur substance humaine.

Les 40.000 pêcheurs valurent aux Ministres plusieurs nuits blanches. La Norvège n'ayant pratiquement pas de flotte hauturière, ce sont surtout des « artisans ». Leur terreur : l'épuisement des bancs. S'ils ne pouvaient plus pêcher, ils devraient, dans bien des cas, émigrer vers le Sud. Aucune industrie ne viendra jamais s'installer dans leurs hameaux. Et puis, pourquoi « piller » les réserves de poisson ? La Norvège en « produit » déjà autant que les « Six réunis ». Se soumettre au règlement communautaire sur les zones de pêche côtière signifiait, à leurs yeux, donner le feu vert à l'invasion des chalutiers-usine britanniques, allemands ou néerlandais. Les « Six » les ont mieux traités que les autres « peuples de la mer », Britanniques, Danois ou Irlandais : l'accès de leurs côtes à l'intérieur de la zone des douze milles leur sera réservé jusqu'en 1983. Ce régime pourra être proposé en tout ou en partie.

A Oslo, la partie n'est pas gagnée

Les référendums sur l'adhésion au Marché commun auront lieu le 25 septembre en Norvège et le 6 octobre de l'autre côté du Skagerrak, où le verdict populaire aura valeur exécutoire. En Norvège, ce vote n'est que consultatif. Mais personne n'imagine que le Parlement... vote contre ses électeurs.

La perspective de l'adhésion bouleverse autant le monde politique d'Oslo que le parti travailliste britannique. Le pays, qui engagea les négociations de Bruxelles avec un Premier Ministre aux convictions européennes douteuses, est dirigé maintenant par un gouvernement social-démocrate, minoritaire mais convaincu. Il lui faudra obtenir au parlement une majorité des trois quarts, et d'abord un « bon référendum » : forte participation à résultats acceptables chez les paysans et pêcheurs du Grand Nord. Or, ces deux catégories restent méfiantes sinon hostiles à l'adhésion, et de nombreux citoyens s'avouent « dépassés » par la technicité du dossier « Marché commun ». Ils préféreraient le voir confié aux spécialistes : leurs députés.

L'idée européenne chemine cependant dans l'opinion publique : les sondages montrent que les « pour » (40 %) progressent aux dépens des « indécis » (20 %). A Oslo, la confiance est de rigueur, mais la partie est loin d'être jouée.

Social-démocrate comme son collègue norvégien Trygve Brettni, le Premier Ministre danois Jens Otto Krag n'aurait guère de souci à se faire si la décision revenait au « Folketing ». Les quatre grands partis sont pour l'adhésion. Mais la population est plus hésitante : 41 % « pour », 30 % « contre », 29 % « indécis » lors du dernier sondage. On ne conteste guère les résultats des négociations, mais on s'inquiète de ce que préparent les « Eurocrates » de Bruxelles. Cette préoccupation est d'ailleurs commune à de larges couches de l'opinion danoise et norvégienne.

Les jeunes veulent préserver Le « modèle nordique »

Dans les deux pays, la quasi-totalité des mouvements de jeunes ne veulent pas de la Communauté. Ils redoutent que les conquêtes de la social-démocratie scandinave et le mode de vie nordique ne soient condamnés au nom de la croissance économique et de la productivité... Malgré les propos de Sicco Mansholt sur le « bonheur national brut », ils craignent aussi, et dans le même contexte, que Bruxelles ne rogne la souveraineté de leurs pays..., ce à quoi leurs gouvernements objectent qu'il vaut mieux avoir « une petite voix » au chapitre que subir (comme la Suède par exemple) les contrecoups des décisions d'une formidable communauté de dix nations.

Copenhague et Oslo souhaitent, en effet, que les « Dix » se préoccupent davantage que les « Six » des problèmes du Tiers Monde, de l'amélioration de la qualité de la vie, etc. Ce thème, ils l'ont placé au premier rang des objectifs du prochain sommet européen. C'est un test.

Claude LORIEUX